



Reçu à la Préfecture de la Gironde le :	Affiché sur les emplacements officiels le :	
22 JUIN 2020		

Certifié exact le :

Direction Générale des Affaires Culturelles
Direction Administrative et Financière

Nomenclature ACTES et matière : 7.5 subvention

ARRÊTÉ DE LA VILLE DE BORDEAUX

Exercice des attributions du Conseil municipal – Décision du Maire

OBJET : Subvention exceptionnelle liée à la crise sanitaire Covid-19

Vu la délibération n° 2019-41 du 7 mars 2019 portant élection de M. Nicolas Florian en qualité de Maire de la ville de Bordeaux, suite au vote des membres du Conseil Municipal ;

Vu la délibération 2019-42 du 7 mars 2019 portant délégation de pouvoirs du Conseil au Maire de la ville de Bordeaux ;

Vu la loi 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de COVID-19 et plus particulièrement son article 19 ;

Vu l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020, en application de l'article 11 de la loi n°2020-390 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie du COVID-19, visant à assurer la continuité du fonctionnement et de l'exercice des compétences des collectivités locales et de leurs groupements, en prévoyant des dérogations aux règles régissant les délégations aux exécutifs locaux et plus particulièrement ses articles 1-II ;

Vu l'arrêté de la Ville de Bordeaux 202007346 en date du 22 avril 2020 portant création d'un fonds de soutien aux associations impactées par la pandémie du COVID-19 ;

Considérant l'impact sur les associations du secteur culturel de la crise sanitaire du Covid-19 ;

Considérant que la Ville de Bordeaux souhaite apporter un soutien financier aux structures les plus fragilisées ;

Vu l'arrêté de la Ville de Bordeaux 202009092 en date du 22 mai 2020 ayant dans ce cadre permis de procéder à des premières attributions de subventions.

ARRÊTE

Article 1 OBJET

Les subventions exceptionnelles suivantes sont attribuées :

Association bénéficiaire	Montant de la subvention (en €)
Cie des 13 lunes	2 000
Cie 16 ans d'écart	2 000
ADMAA Allez les filles	5 000
Aparté	27 500
Apsaras	3 000
Les Araignées philosophes	1 000
La Boîte à jouer	5 000
Books on the move	1 000
Bordeaux Improvisation Professionnelle	1 000
Bordeaux Open Air	5 000
Collectif 05-15	680
Disparate	5 000
Les Embobinés	1 000
Festival des Arts de Bordeaux – FAB	30 000
Fenêtre sur rue	1 000
Föhn	1 000
Klaus Cie	2 000
LAB'Elle – Cie Isabelle Cheveau	2 000
Cie Lychore	1 500
Cie les Marches de l'été	5 000
Cie Mechanic	2 000
Médiathèque des malades des hôpitaux de Bordeaux	2 000
Cie Moi non plus	2 000
Philosphères	2 000
Renaissance des Cités d'Europe	2 000
Les Requins marteaux	2 000
Ricochet sonore	3 000
Les Vivres de l'art	4 000
Wa tid saou – allons danser	1 000

Elles seront imputées sur les crédits ouverts à cette fin sur l'exercice 2020.

Article 2 CONTROLE DE LÉGALITÉ

En application de L2131-1, le présent arrêté sera transmis au Contrôle de légalité

Article 3 AFFICHAGE

Le présent arrêté fera l'objet, en application de l'article L2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, d'un affichage au siège de la ville de Bordeaux et/ou d'une

publication, sur le site de la ville de Bordeaux, conforme aux dispositions de l'article 7 II de l'ordonnance 2020-391 N° 202012142 du 17 juin 2020

Article 4 INSERTION

Le présent arrêté fera l'objet d'une insertion dans le recueil des actes administratifs de la ville de Bordeaux

Article 5 EXÉCUTION

Monsieur le Directeur général des services de la ville de Bordeaux est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Article 6 PORTER A CONNAISSANCE

Conformément aux obligations d'information définies par l'article 19-XIV de la loi 2020-290 et l'article 1-II de l'ordonnance n° 2020-391 du 1^{er} avril 2020, les conseillers municipaux dont le mandat est prorogé ou dont l'élection est acquise suite au premier tour des élections municipales du 15 mars 2020, seront informés de la présente décision.

Article 7 VOIES ET DELAIS DE RECOURS

La présente décision peut faire l'objet, dans les deux mois à compter de l'accomplissement des formalités de publicité :

- d'un recours gracieux adressé à Monsieur le Maire, étant entendu que le silence de l'administration de plus de deux mois vaut décision tacite de rejet
- d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Bordeaux

Fait et arrêté à Bordeaux, en l'Hôtel de Ville, le 17 juin 2020.

Le Maire,
Nicolas Florian

